

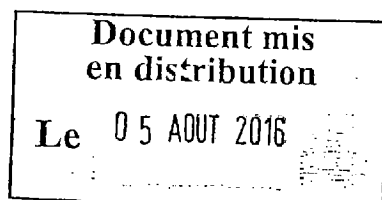
**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Commission du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique, de la communication
et de l'artisanat

Papeete, le

05 AOUT 2016

N° 120-2016



RAPPORT

relatif à un projet de délibération portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 324-14 du 30 décembre 2014 finançant l'opération « Teroma extension - études et travaux » (commune de Faa'a),

présenté au nom de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat,

par Madame la représentante Teura TARAHU-ATUAHIVA

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 4962/PR du 22 juillet 2016, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 324-14 du 30 décembre 2014 finançant l'opération « *Teroma extension - études et travaux* » (commune de Faa'a).

La convention n° 324-14 du 30 décembre 2014 a pour objet d'arrêter le montant, les modalités et les conditions de la participation de l'État, de la Polynésie française et de l'OPH aux dépenses liées à l'opération « *Teroma extension - études et travaux* » inscrite à la programmation 2011 effectuée par l'OPH au titre du volet « *logement social* » du contrat de projets État/Polynésie française 2008-2014. Ces études et travaux sont relatifs à la construction d'une résidence sociale de 16 logements sise à Teroma Faa'a répartis sur 3 bâtiments en R+2 avec parking au rez-de-chaussée.

Le coût total prévisionnel de l'opération s'élève à 2 947 640,73 € HTVA soit 351 747 104 F CFP HTVA. Le concours financier de la Polynésie française est de 1 179 056,30 € HTVA soit 140 698 842 FCFP HTVA.

Les dispositions de cette convention prévoient un délai de réalisation de 24 mois à compter du 20 mars 2015, date de démarrage des travaux.

Or, aux vues des délais de réalisation des travaux complémentaires de sécurisation des talus amont et aval du site, et en raison de l'exiguïté de la parcelle qui ne permet pas de commencer les travaux de bâtiment, l'OPH ne sera pas en capacité de respecter ces délais.

Aussi l'OPH a demandé de pouvoir prolonger de 2 ans les délais de réalisation de l'opération avec un terme initialement prévu au 20 mars 2017.

En réponse à cette demande, les services de l'État ont proposé au Pays et à l'OPH – *par principe de grande précaution* – un projet d'avenant n° 1 à la convention n° 324-14 du 30 décembre 2014 portant les délais de réalisation au 20 mars 2019.

À titre d'information, les terrassements de cette opération ont démarré fin mars 2015 et sont achevés depuis juin 2015. Les travaux liés à la protection des talus amont se sont achevés en mars 2016. Les travaux de protection des berges sont actuellement en cours. Ces ouvrages seront achevés fin août – début septembre. Les travaux de bâtiment commenceront à l'issue des travaux de protection des berges. La livraison de l'opération est prévue pour décembre 2017.

Conformément à l'application des articles 169 et 170-1 de la loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française, le projet d'avenant devra être approuvé par l'assemblée de la Polynésie avant signature des parties.

* * * *

Tel est l'objet du projet de délibération ci-joint que le rapporteur propose à ses collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat, d'adopter.

LE RAPPORTEUR

Teura TARAHU-ATUAHIVA

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : OPH1600585DL

DÉLIBÉRATION N° 2016-83/APF

DU 25 AOÛT 2016

portant approbation du projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 324-14 du 30 décembre 2014 finançant l'opération « Teroma extension - études et travaux » (commune de Faa'a)

LA COMMISSION PERMANENTE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la convention d'application n° 324-14 du 30 décembre 2014 finançant l'opération « Teroma extension - études et travaux » (commune de Faa'a) ;

Vu l'arrêté n° 1008 CM du 22 juillet 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2474/2016/APF/SG du 12 août 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 120-2016 du 5 août 2016 de la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat ;


Dans sa séance du 25 août 2016 ;

A D O P T E :

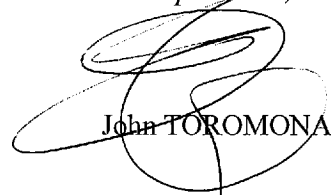
Article 1^{er}.- Le projet d'avenant 1 à la convention d'application n° 324-14 du 30 décembre 2014 finançant l'opération « Teroma extension - études et travaux » (commune de Faa'a), joint en annexe, est approuvé.

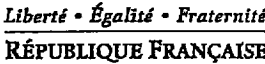
Article 2.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,


Antonio PEREZ

Le président,


John TOROMONA



**HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE EN
POLYNÉSIE FRANÇAISE**



**LA POLYNESIE
FRANÇAISE**

CONTRAT DE PROJETS 2008-2014

AVENANT 1 N° du
à la convention particulière d'application n° 324-14 du 30 décembre 2014

entre l'Etat, la Polynésie française et l'Office Polynésien de l'Habitat (OPH)

**finançant l'opération «TEROMA EXTENSION - Etudes et travaux » (Commune de Faaa)
inscrite à la programmation 2014**

dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet « logement social »

- Vu** la loi organique N° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu** la loi organique N° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi N° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée ;
- Vu** le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 modifié relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'État dans les territoires d'outre-mer, modifié ;
- Vu** le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié, relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, auquel il est fait référence à l'article 9.6 du contrat de projets ;
- Vu** le décret du 6 mai 2016 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française - M. BIDAL (René) ;
- Vu** l'arrêté n° HC/329/DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 portant délégation de signature à M. Marc TSCHIGGFREY, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;
- Vu** le contrat de projets 2008-2014 signé entre l'État et la Polynésie française le 27 mai 2008 modifié ;
- Vu** la convention d'exécution N° 170-08 du 21 juillet 2008 relative au volet « Logement social » modifiée ;
- Vu** la convention particulière d'application n° 324-14 du 30 décembre 2014, entre l'Etat, la Polynésie française et l'OPH, portant financement de l'opération « TEROMA EXTENSION - Etudes et travaux » ;
- Vu** la demande présentée par l'OPH par courrier n° 201604061437/OPH du 06 avril 2016, sollicitant la passation d'un avenant à la convention particulière d'application n° 324-14 du 30 décembre 2014, relative à une demande de prolongation du délai de réalisation de l'opération ;

L'État (Ministère des Outre-mer)
représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

La Polynésie française
représentée par le président de la Polynésie française,

et

L'Office Polynésien de l'Habitat (OPH), opérateur public,
représenté par son directeur général

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent avenant à la convention particulière d'application n° 324-14 du 30 décembre 2014 a pour objet de prolonger de 24 mois le délai de réalisation de l'opération « TEROMA EXTENSION - Etudes et travaux ».

ARTICLE 2 : EXECUTION DE LA CONVENTION

A l'article 3.3 « Date limite de réalisation », les termes suivants :

« Le bénéficiaire s'engage à terminer l'opération au plus tard dans un délai de 24 mois à compter de la date de démarrage des travaux précisée sur l'attestation de commencement des travaux ou l'ordre de service ».

sont remplacés par :

« L'OPH s'engage à terminer l'opération au plus tard le 20 mars 2019 ».

ARTICLE 3 : DISPOSITION FINALE

Toutes les autres dispositions de la convention particulière d'application n° 324-14 du 30 décembre 2014, restent inchangées.

Fait à Papeete en 6 exemplaires originaux,

Pour la Polynésie française,

Pour l'Etat,

Pour l'OPH,

VISA n° CB 2016 - 225
Direction des Finances Publiques
en Polynésie Française
CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

16 JUIN 2016

Visa du contrôleur budgétaire local

P/L'Administrateur Général
des Finances Publiques